

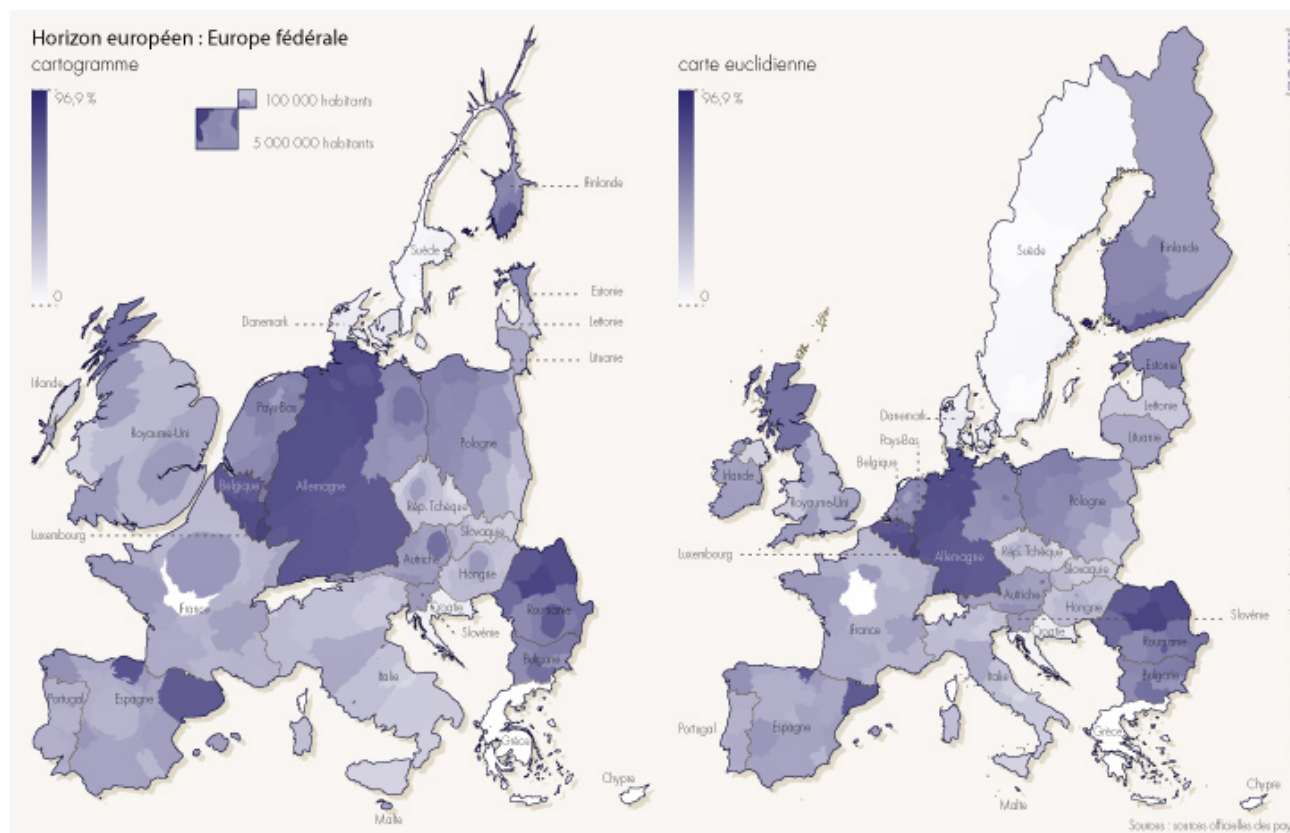
Europe

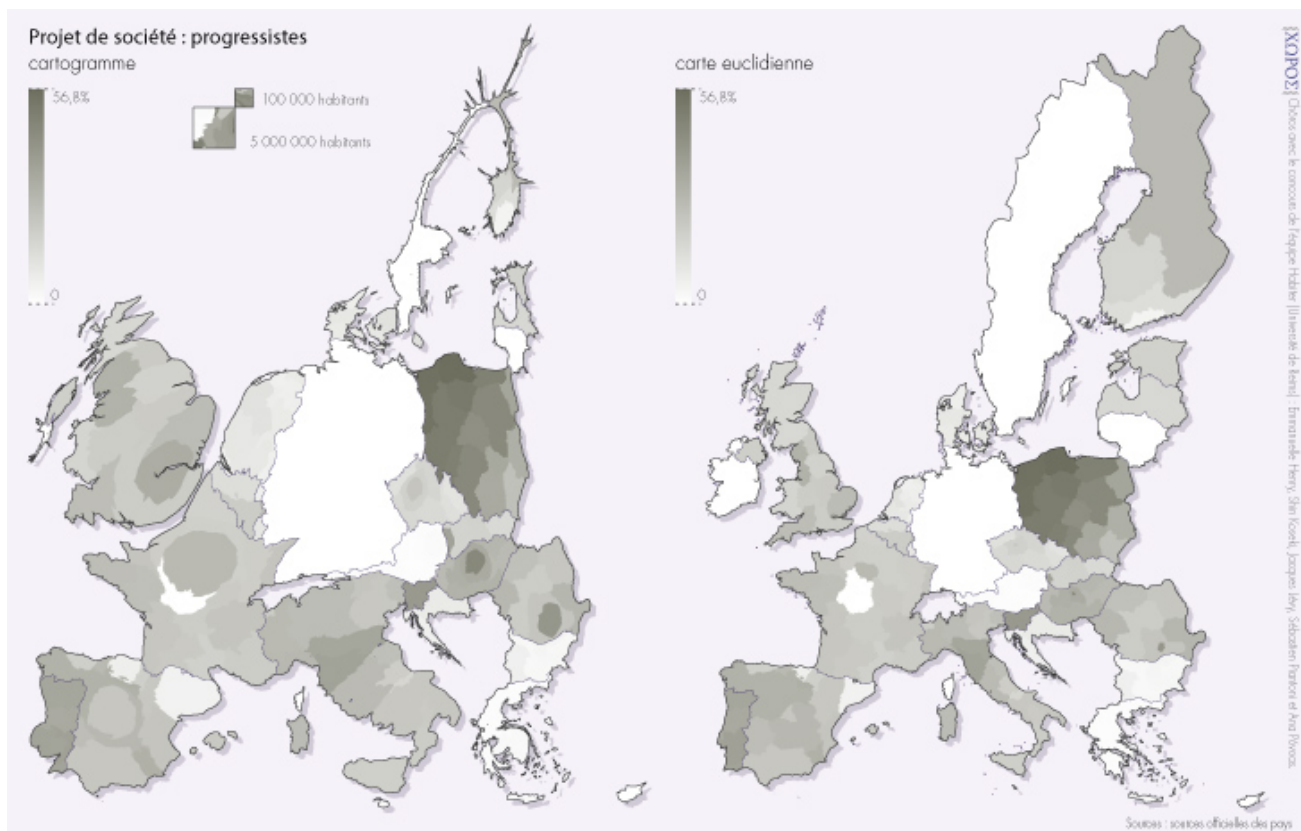
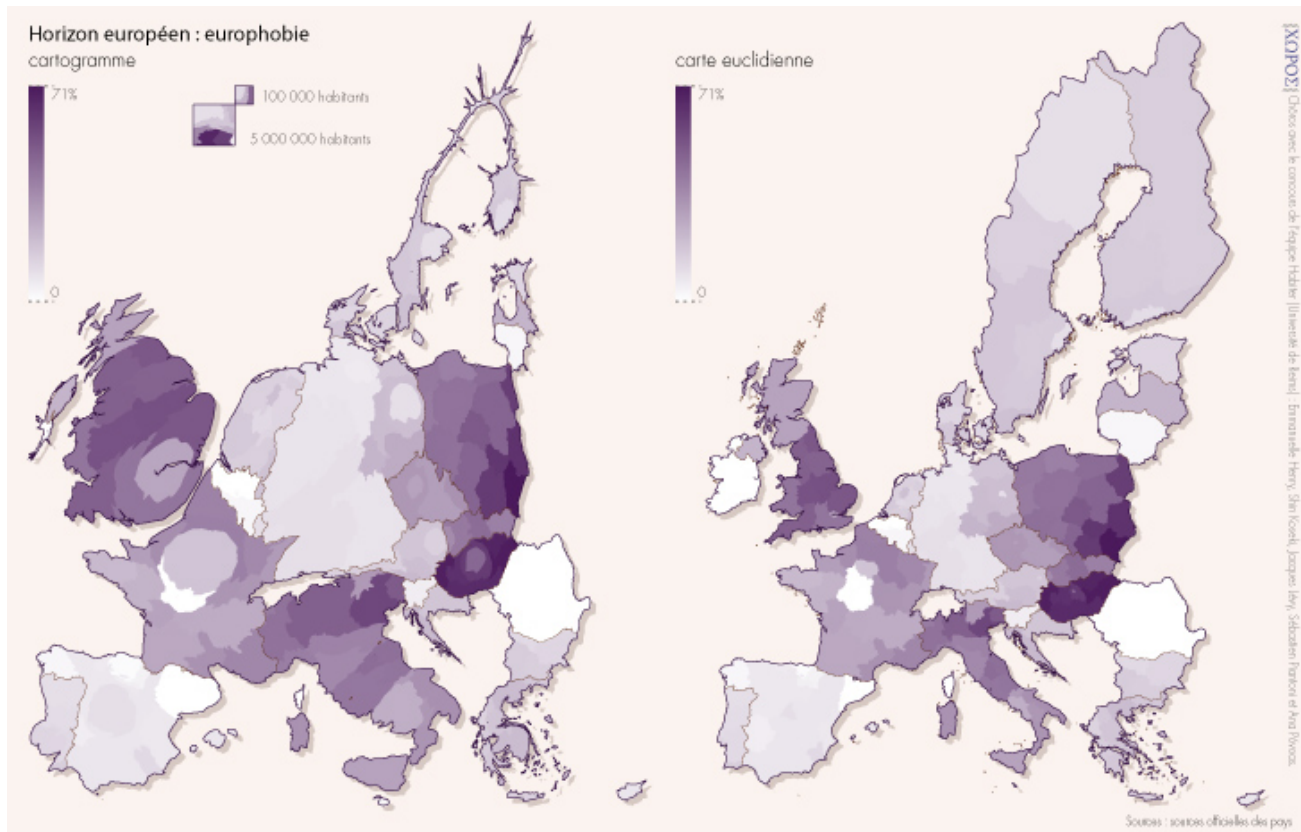
EUROPÉENNES 2019 : LE TERRITOIRE D'UNE SOCIÉTÉ POLITIQUE

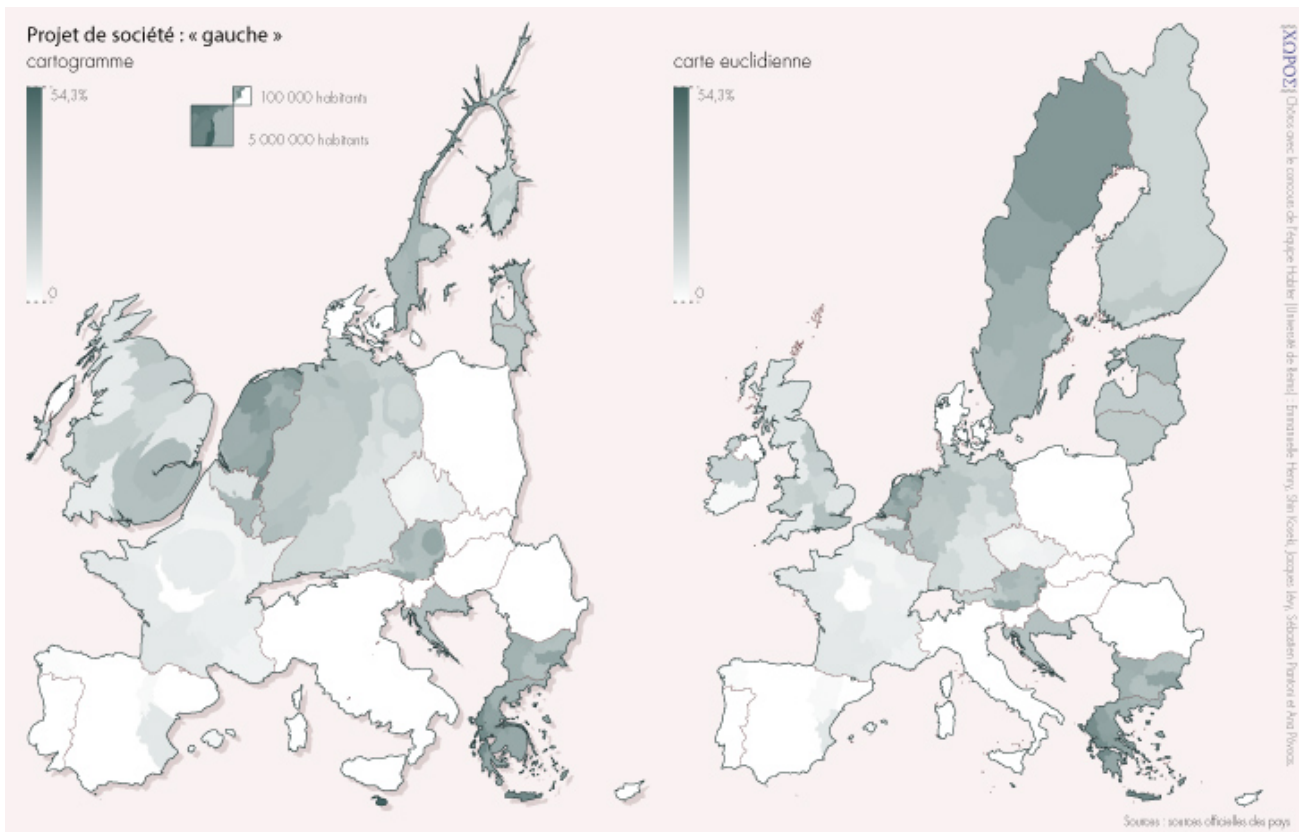
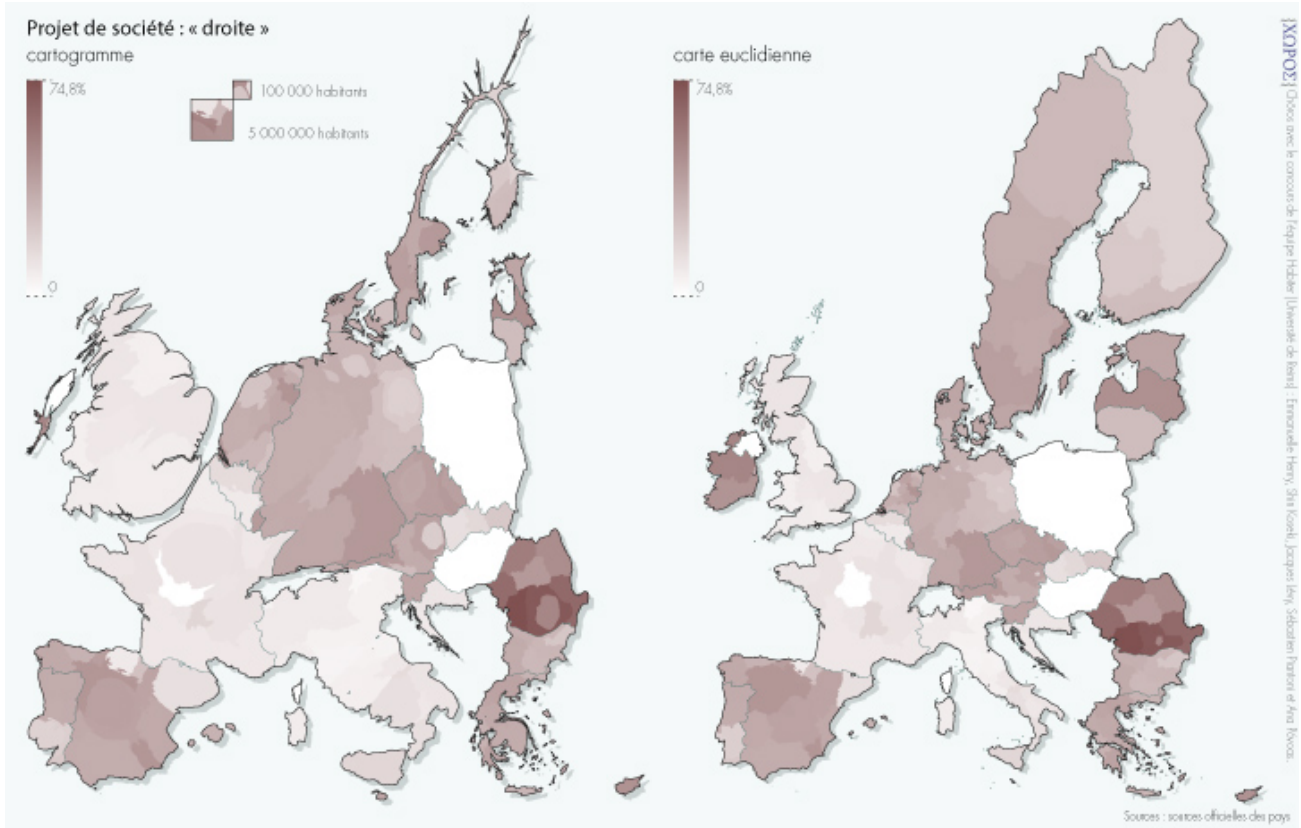
Le rhizome Chôros, Jacques Lévy, Sylvain Kahn, Shin Alexandre Koseki, Ana Póvoas

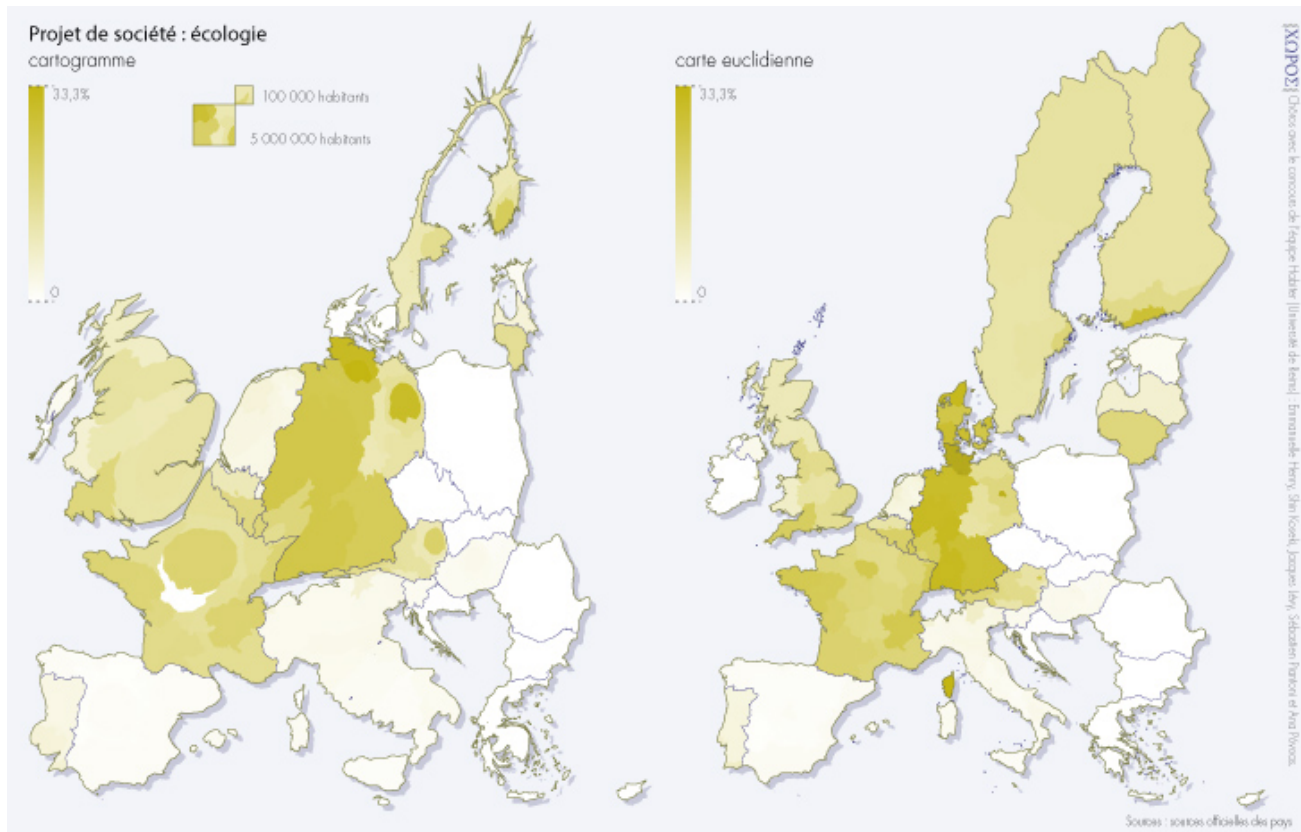
12/07/2019

Quelle est la réalité politique et géographique des élections au Parlement européen en 2019 ?
Sous la coordination du géographe Jacques Lévy, avec le concours de Shin Alexandre Koseki et Sébastien Piantoni et les contributions de Sylvain Kahn, Ana Povoas et Emmanuelle Henry, des cartes ont été réalisées afin de prendre en compte les résultats des 259 listes présentant un discours identifiable et qui ont obtenu au moins 1% des exprimés. Un travail inédit, mené avec le collectif Chôros et le laboratoire Habiter de l'université de Reims.

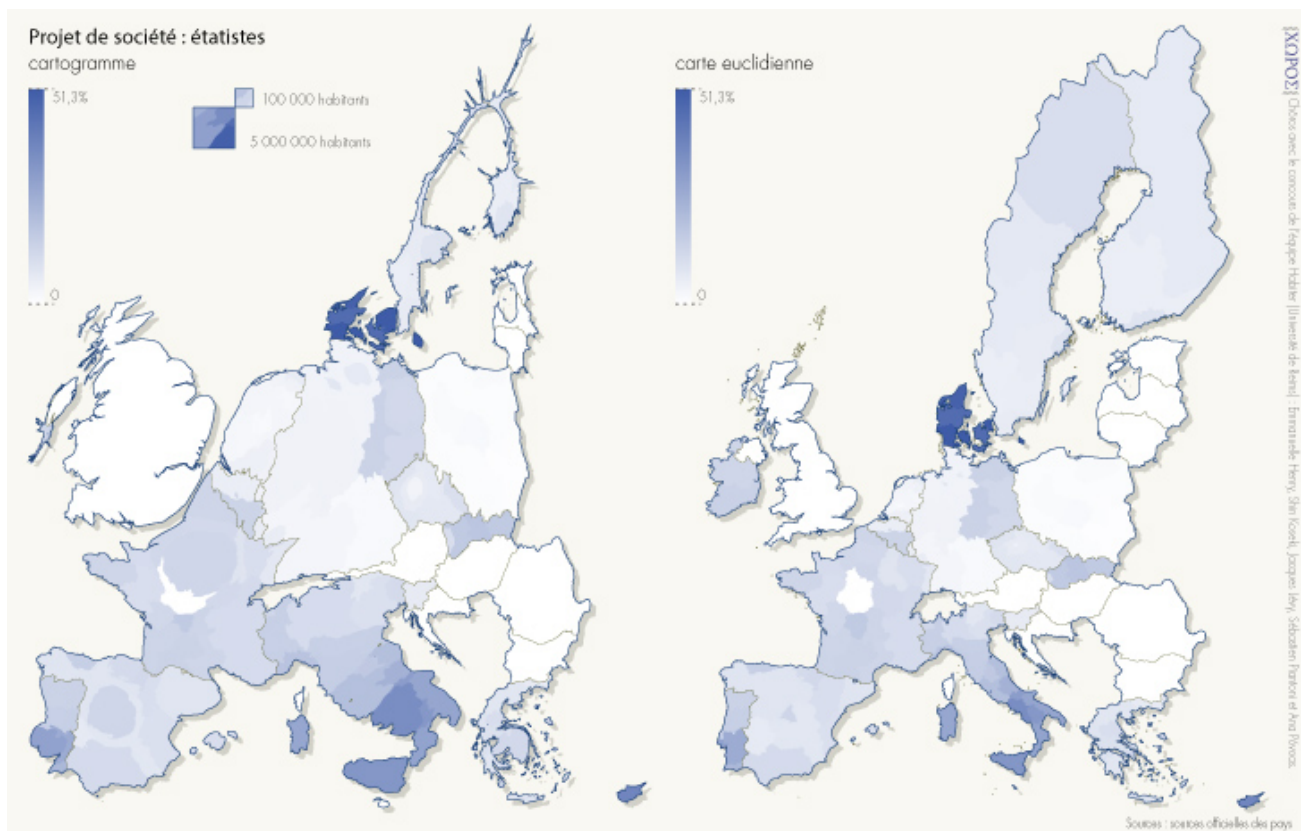




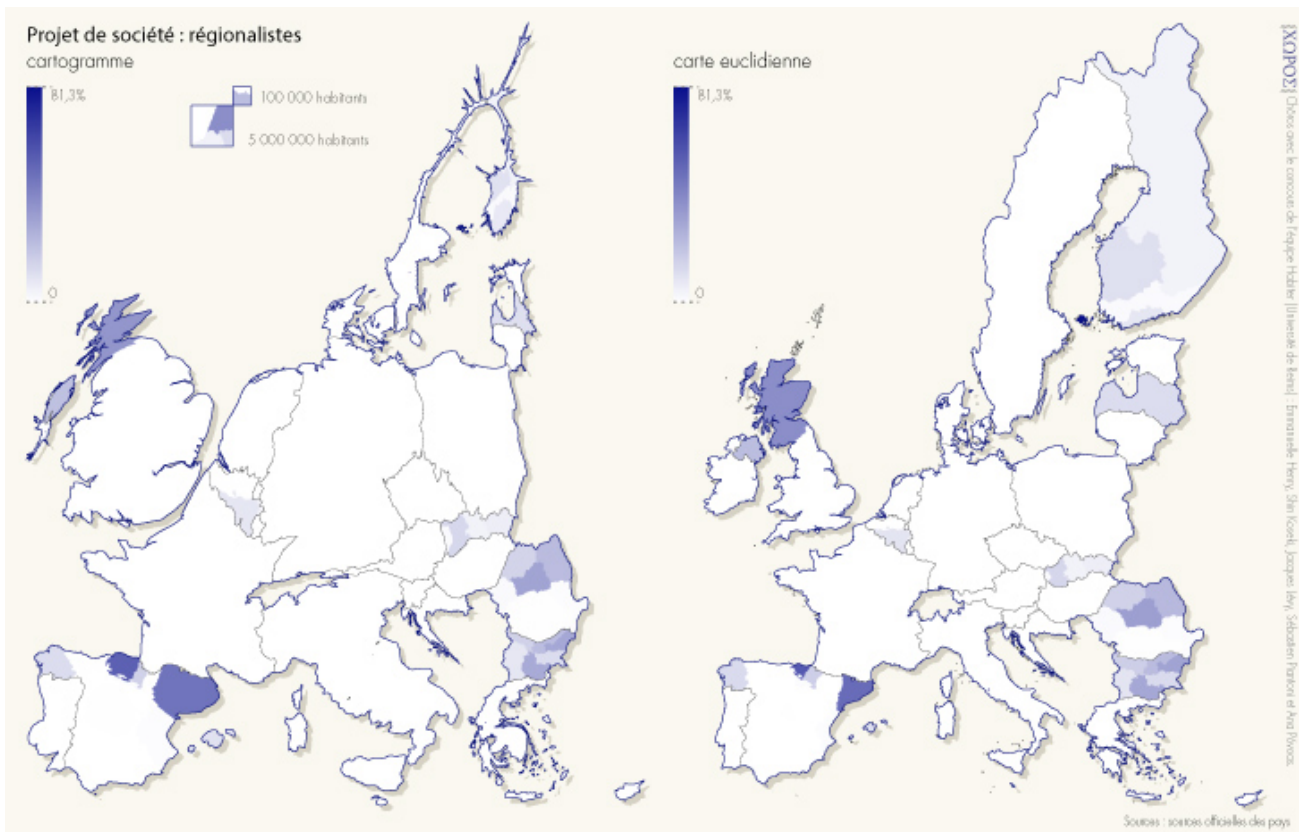
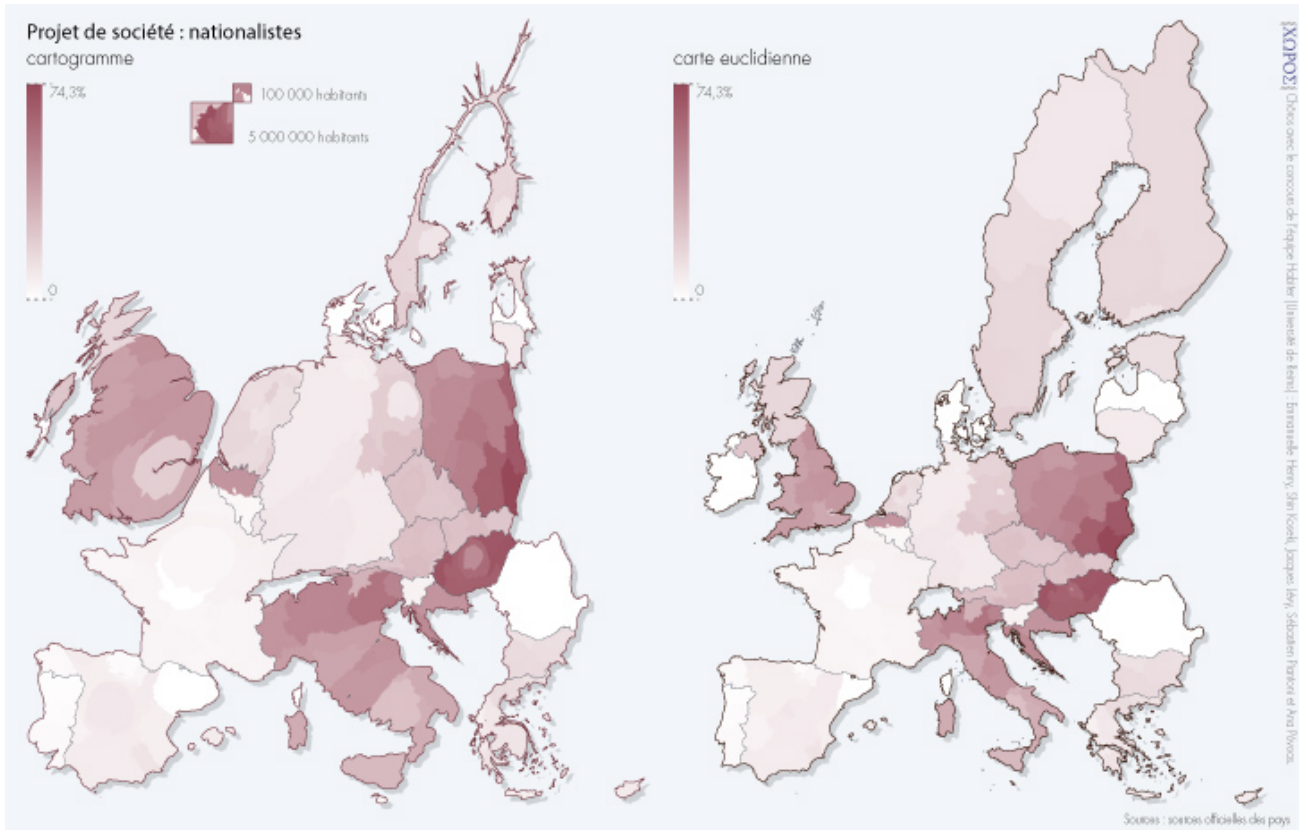




[XORPZ] Olixo avec le concours de Frédéric Hédier [Université de Lorient] - Emmanuel Henry, Stan Kozicki, Jacques Ley, Sébastien Lhomme et Axel Pivoux.



[XORPZ] Olixo avec le concours de Frédéric Hédier [Université de Lorient] - Emmanuel Henry, Stan Kozicki, Jacques Ley, Sébastien Lhomme et Axel Pivoux.



Les cartes présentées ici sont, à plus d'un titre, inédites. D'abord, elles expriment vraiment la

réalité politique et géographique des élections au Parlement européen de 2019. Elles prennent en compte les résultats des 259 listes présentant un discours identifiable et qui ont obtenu au moins 1% des exprimés. En outre, sauf pour les plus petits États, ces résultats sont exprimés à une maille infranationale, celle, selon les cas, des régions, des provinces ou des circonscriptions, ce qui permet de voir apparaître des aires occultées par les cartes habituelles qui agrègent les résultats au niveau national.

Ensuite, chaque thème est traité avec deux types de fonds de carte, métrique euclidienne classique (proportionnalité des surfaces sur la carte et sur le terrain) et cartogramme construit sur la base de la population (proportionnalité des surfaces sur la carte à la population sur le terrain). Cela permet de mieux prendre en compte la réalité géographique des territoires politiques.

Enfin, elles se fondent sur une classification intégrée des listes en sorte de pouvoir les comparer. Les orientations politiques ont été analysées sur deux axes : le projet de société et la relation à l'Europe afin de pouvoir comparer les logiques spatiales portées par l'un et l'autre de ces enjeux.

En changeant, la société change le politique

Dans cette démarche, ni les dénominations des partis, ni les groupes parlementaires européens n'ont été le seul critère de classement. Pourquoi ce choix qui, inévitablement, complique le travail ? Parce que nous vivons une double mutation des scènes politiques européennes, du local au continent. D'une part, le couple gauche/droite est de plus en plus perturbé par l'affaiblissement de la légitimité des protagonistes qui se partageaient le pouvoir pendant plusieurs décennies et par l'arrivée de nouveaux venus. D'autre part, la construction d'un système politique dans les pays de l'Europe de l'Est et des Balkans, après une longue période où la géopolitique de la guerre froide et des nationalismes qui lui préexistaient écrasait les enjeux proprement politiques, demeure en chantier. Dans ce contexte, les noms des formations politiques peuvent chercher à capter l'héritage de partis d'avant-guerre ou chercher à donner le change aux citoyens nationaux ou aux institutions européennes pour masquer le fait que leur posture face aux pays voisins, leur clientélisme ou leur porosité à la corruption constituent encore le trait principal de leur identité.

Cependant, ces différentes dynamiques convergent vers une redistribution plus profonde des enjeux et des clivages qui en résultent.

Pour aborder cette transformation en cours, partons de ce qu'on peut aujourd'hui appeler les « progressistes ». Il s'agit d'une orientation politique qui consiste à reprendre le projet des Lumières en l'épurant des scories communautaristes dont les enchaînements

des XIX^e et XX^e siècles l'ont chargé. D'un côté, il y a les points de vue de « classe » qu'ils se placent du côté des possédants ou des exploités, qui ont perturbé le rapport progressistes/conservateurs tel qu'il fonctionnait jusqu'à 1850. De l'autre, on trouve le communautarisme fondé sur l'État, sur ses versants nationaliste et étatiste, qui a traversé et parfois enveloppé le plan de conflit socioéconomique. Ce sont les « révolutions », « industrielle » et « nationale », que Stein Rokkan a identifiées et dont il a déduit les clivages pratiques organisant les scènes politiques du milieu du XX^e siècle.

Or, on peut considérer que ces oppositions ont peu à peu perdu le contact avec les enjeux contemporains. Du côté de la droite, c'est le nationalisme et la défense de la tradition qui n'est plus viable. Du côté de la gauche, c'est l'étatisme et la défense d'un État-providence corporatiste qui n'est plus en phase avec le présent. Pour tous deux s'ajoute leur jeu commun consistant, pour se maintenir au pouvoir malgré l'obsolescence des enjeux qu'ils représentent, à tenir des discours très clivants qui activent des mythes fondateurs antinomiques et déshistoricisés dont le discours de Georges Clemenceau de 1891 donne déjà la recette.

Les groupes sociaux liés à la droite comme ceux liés à la gauche ont divergé. La droite perd les « classes moyennes traditionnelles » (agriculteurs, artisans, petits commerçants) à la fois libertariennes et corporatistes, qui n'ont pas fait le tournant de l'initiative et de la culture du risque. La gauche perd le contact avec la partie précaire du groupe inférieur, celui qui ne parvient pas à faire la jonction avec le groupe moyen. Cette scission est, pour une bonne part, en France mais aussi en Allemagne et dans les pays scandinaves, le résultat de l'accent mis par les partis socialistes et sociaux-démocrates sur la défense des salariés à statut contre les autres qui, au fur et à mesure que l'État-providence se développait, devenaient spontanément de plus en plus conservateurs, refusant toute rediscussion du contrat social dont ils pensent ressortir perdants.

Or, dans ce grand passage de sociétés communautaires à échelle unique à une société-monde multiscalaire d'individus, les nouveaux « tableaux de bord » des sociétés développées (montée en puissance de l'individu, mondialisation, sortie du Néolithique) imposent de faire du changement stratégique, fortement réflexif, souvent disruptif, non plus une exception mais un cadre permanent de l'action. La gauche et la droite butent sur une antinomie qu'elles n'avaient pas vu venir : on ne peut à la fois être en phase avec les problèmes d'aujourd'hui et dépendre des demandes corporatistes et clientélistes (une version molle du communautarisme) de certains groupes arc-boutés sur l'existant. Une société du « c'était mieux avant » ne peut pas être progressiste. Face à ces impasses, une alliance de ceux qui contribuent, d'une manière ou d'une autre, par leur inventivité, au système productif se retrouvent ensemble pour demander une orientation qui mette en cohérence liberté et égalité au lieu de les opposer.

Le cycle (ou si l'on veut, la parenthèse) se referme. Les « libéraux » européens de 1830 qui tenaient le flambeau de la gauche des assemblées de la Révolution française ou les *liberals* des États-Unis d'aujourd'hui dont l'inspiration présente un fil moins discontinu de William Penn à Barack Obama en passant par Franklin D. Roosevelt et John F. Kennedy (et, de manière plus ambivalente par Benjamin Franklin, Theodore Roosevelt et Woodrow Wilson), c'est-à-dire les progressistes. Ceux-ci peuvent désormais dépasser leurs conflits internes qu'introduisaient les communautarismes économiques ou nationaux. C'est la thèse que des proches d'Emmanuel Macron défendent aujourd'hui. Elle dit en d'autres mots ce qu'avait analysé et préconisé Anthony Giddens. Très tôt, Anthony Giddens annonce l'affaiblissement du couple gauche/droite, mais nullement sur la base d'un compromis entre des contraires apaisés par un emballage « centriste », comme on a souvent interprété sa « troisième voie », mais comme un dépassement qu'il appelait lui-même « radical ». L'orientation progressiste ne remet pas en cause l'existence de conflictualités profondes entre modèles de société en concurrence dans le débat public. Elle la déplace vers le type de clivage que proposait Saint-Simon dans sa parabole de 1819, en opposant les « producteurs » et les « oisifs », avec la différence que, depuis lors, la ligne qui sépare les deux groupes se trouve affectée à la fois par la puissance redistributrice de l'État-providence (qui peut créer des rentiers pauvres) et la montée en puissance de l'« économie de la connaissance » qui rapproche le capital économique du capital culturel. Plus profondément, c'est la thèse de Norbert Elias sur l'émergence d'une société des individus (plus de société et plus d'individu) qui permet de penser un horizon de justice et de développement post-communautaires. Cet horizon se caractérise par une désaffiliation des personnes vis-à-vis des allégeances contraintes, grâce à la coproduction de biens publics tels que l'éducation, la santé, la culture ou l'urbanité, ce qui rend possible la convergence entre recherche de la justice et projet de développement. Le dépassement des antinomies entre la société et ses composantes permet de prendre congé de la liste d'injonctions d'origine extérieure caractéristiques du monde moral. À l'inverse, l'éthique ne tire sa légitimité ni de la transcendance, ni de l'immanence, mais d'une historicité interactive et réflexive toujours en mouvement.

L'orientation progressiste ne remet donc pas en cause l'existence, dans le débat public, de conflictualités profondes entre modèles de société en concurrence, mais conteste la pertinence du couple formé par ce qui est appelé « gauche » et « droite » dans l'offre politique habituelle.

Une offre politique mutante

Dans ce contexte en mouvement rapide, parfois implicite, souvent affecté de turbulences, qui empêchent de fixer le regard et l'analyse, les affiliations officielles peuvent être trompeuses.

Ainsi, les appartenances supposées des députés élus aux groupes préexistants du Parlement

européen ne donnent que des informations lacunaires et fragiles sur l'orientation des députés et des listes sur lesquelles ils ont été élus. Ces groupes ont montré une propension à « faire du chiffre » en acceptant dans leurs rangs des partis qui, en bonne logique, n'auraient rien à y faire : que fait le Fidesz de Viktor Orbán dans le groupe Parti populaire européen (PPE), héritier des pionniers, fédéralistes démocrates-chrétiens, de la construction ? Que fait au groupe ALDE (qui vient de se transformer en Renew Europe), peut-être le plus en phase avec les enjeux européens d'aujourd'hui, le milliardaire populiste tchèque Andrej Babiš, dénoncé comme corrompu par un mouvement massif qui regroupe les forces politiques les plus « propres » et les plus progressistes de la République tchèque ? Sans même évoquer le Parti travailliste maltais, un parti clientéliste qui a mené une longue bataille contre l'adhésion de son pays à l'Union européenne, qu'ont de socialiste ou de social-démocrate des formations telles que le BSP bulgare, le SDPS letton, le PSD ou le Smer slovaque, qui se situent dans une continuité certaine avec la tradition communiste de l'époque soviétique et/ou sont l'objet d'attaques argumentées sur le respect de l'État de droit ?

Dans nos typologies, nous avons donc été attentifs à ne pas prendre pour argent comptant les auto-appellations. Un problème spécifique se pose pour ce qu'on peut appeler les « libéraux ». Venstre, qui a siégé jusqu'ici dans le groupe ALDE, est plutôt, en dépit de son nom en danois (« gauche »), un parti libertarien modéré (il y a peu de libertariens stricts en Europe comme il peut y en avoir aux États-Unis) et appartient logiquement à la famille « droite ».

On trouve des distorsions comparables sur les scènes politiques nationales entre les appellations officielles et les orientations effectives des partis. Depuis longtemps, les partis de la droite et de la gauche de gouvernement se sont progressivement décalés par rapport à l'axe classique liberté/égalité, bourgeoisie/prolétariat, qui les opposait. Dans les pays où le mouvement ouvrier reste une puissance comme au Royaume-Uni, en Allemagne et dans les pays nordiques, il en demeure quelque chose, en tout cas dans les discours. Ailleurs, comme en France ou en Italie, les syndicats sont affaiblis et n'ont plus de relais politique, même les apparences ont disparu. En Espagne, au Portugal et dans les pays baltes ou les Balkans, cette force n'a jamais vraiment existé et l'opposition gauche/droite lorsqu'elle est revendiquée ne repose pas sur ces bases.

Cette dynamique a été facilitée ou, au contraire, entravée par le système électoral. En Belgique, aux Pays-Bas ou en Finlande, la proportionnelle favorise la création de nouveaux partis capables de négocier leur participation à des gouvernements de coalition. Un parti néerlandais comme D66 est très proche de la République en marche, mais il existe, comme son nom l'indique, depuis 1966 et a participé à sept gouvernements depuis 1973. L'ouverture de l'offre et la nécessité d'alliances permet des changements en douceur qui peuvent passer inaperçus mais si, dans le tout ou les parties de l'Europe, l'on compare le paysage politique d'aujourd'hui à celui d'il y a vingt ou trente ans,

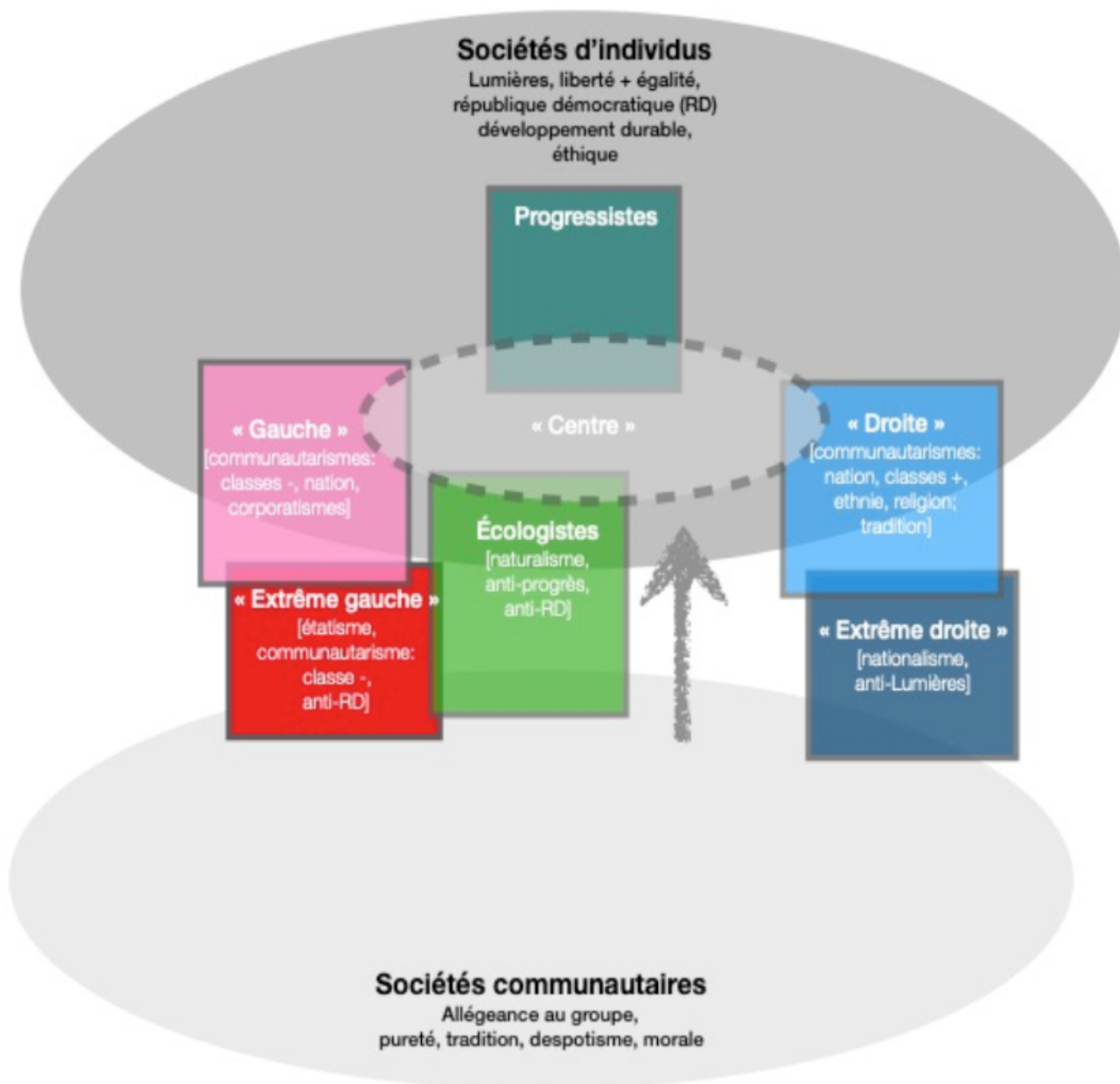
les différences sont spectaculaires.

La France apparaît donc comme un cas très particulier avec son jeu entre les deux grandes forces, chacune dépendant de ses extrêmes, qui, depuis le milieu des années 1980, s'affrontaient sur de pseudo-enjeux de civilisation à l'aide des dichotomies radicales pendant les campagnes électorales et, une fois au pouvoir, faisaient à peu près la même chose – à savoir pas grand-chose, faute de s'attaquer aux grands corporatismes d'État qui bloquaient toute réforme. Le caractère dramatique de la disruption de 2017 ne doit pas cacher le fait qu'il s'agit d'un rattrapage d'évolutions déjà effectuées ailleurs et métabolisées sur les scènes politiques, parfois depuis longtemps. En Suède, par exemple, c'est par la construction de larges consensus entre les acteurs les plus puissants (partis, syndicats, entreprises) et l'émergence de perturbateurs (écologistes, extrême droite) que, depuis 1992, le pays se dégage peu à peu de l'opposition classique entre partis issus du mouvement ouvrier et partis bourgeois.

Dans les élections européennes de mai 2019, les partis qui peuvent être associés à ce projet sont multiples : « libéraux-sociaux » à l'Ouest, mouvements de citoyens à l'Est, Pirates, mais aussi anciens partis de droite ou de gauche qui ont dérivé dans cette direction. Il faut se garder de considérer les partis progressistes comme « centristes ». En effet, la notion de « centre » n'avait de sens que dans un cadre où gauche et droite pouvaient chercher à grappiller des soutiens sur leurs marges. Le « centrisme » désignait les positions-pivots que favorisaient les systèmes électoraux rendant les coalitions souvent nécessaires. Ces positions n'étaient pas en elles-mêmes prédictives des orientations politiques des mouvements concernés. Les courants progressistes ne se recrutent pas particulièrement dans cette mouvance, même s'il existe un certain nombre de partis comme les Libéraux-Démocrates au Royaume-Uni qui cumulaient une position centrale et une orientation progressiste. Quant à eux, les « centristes » sont souvent des « démocrates-chrétiens » peu ouverts aux nouveaux droits des individus (égalité des genres, liberté des orientations sexuelles et des modes de procréation), comme le MoDem en France, ou des « ordolibéraux » comme le FDP allemand, proche des milieux d'affaires et peu intéressé par la justice sociale et l'égalité. Dans ces cas, on ne peut guère s'attendre à ce que ces partis prennent la tête de la transition de l'offre politique.

De leur côté, les partis tribunitiens étatistes ou nationalistes confortent la part de l'héritage du couple gauche/droite qui s'était peu à peu affaiblie dans la gauche ou la droite de gouvernement. Ils bénéficient d'une nouvelle alliance conservatrice, constituée par ceux qui s'estiment, à tort ou à raison, les perdants des dynamiques actuelles, qu'on peut définir par la peur de toutes les altérités (de populations, d'échelle de référence, de modes de vie, de productions culturelles, de modèles de société) dont ils pensent ne pas pouvoir tirer parti mais dont ils craignent au contraire qu'elles

minent leur mode de vie et leur identité. Un marqueur mesurable peut être trouvé dans la comparaison entre capital culturel + capital spatial, d'un côté, et capital économique, de l'autre, avec dans chaque bloc une configuration spécifique du rapport individu/société.



C'est cette équation qui explique l'échec du « populisme de gauche » : l'électorat de Die Linke, de Podemos, du Bloco de Esquerda, de La France insoumise ou même de Syriza est trop marqué par l'attachement à un universalisme de principe pour se sentir à l'aise dans des postures souverainistes, agressives contre les habitants des pays voisins ou protectionnistes vis-à-vis de tout type d'échange avec le reste du monde. Lorsqu'en outre, comme en France ou en Espagne, l'assise de ces organisations repose sur un chef charismatique et autoritaire, la fragilité s'accroît. On peut interpréter ainsi la défaite du Mouvement 5 étoiles face à la Ligue en Italie. Le premier

pouvait être considéré comme un mouvement citoyen visant à donner davantage d'horizontalité à la vie publique. C'est l'option contraire, celle d'un leader très vertical non avare de clins d'œil au style mussolinien que représente Matteo Salvini. Les élections européennes de 2019 marquent sans doute la fin de l'hypothèse d'une reconquête par la nouvelle extrême gauche des positions autrefois occupées par les partis communistes. Des signes concordants indiquent que ces courants ne parviennent pas à rassembler assez de soutiens et assez durablement pour pouvoir devenir des partis de gouvernement.

Enfin, les écologistes occupent une position originale car, si on les observe du même point de vue que les autres courants politiques, on constate qu'ils portent une contradiction substantielle. D'un côté, ils annoncent l'irruption d'une nouvelle thématique (la relation de responsabilité vis-à-vis de la nature et les enjeux de société qui en découle) qui affecte et transforme toutes les autres d'une manière compatible avec une orientation progressiste, exprimée par le paradigme du développement durable. De l'autre, ils agrègent certaines idées ou démarches qui appartiennent à une tradition hostile aux Lumières, combinant l'héritage antirépublicain de l'extrême gauche (faible respect pour l'État de droit et le pluralisme) et un naturalisme porteur d'une morale immanente. Ils intègrent cette contradiction dans leur corpus politique, selon des modalités variables selon les périodes et les sociétés.

Le schéma ci-dessus présente les différents courants politiques au regard de leur contexte : une transition en cours entre une société communautaire et une société d'individus.

Une combinaison interactive entre enjeux européens et enjeux nationaux

Les cartes des élections européennes donnent une photographie de la géographie électorale et cette photographie ne rend compte qu'imparfaitement du film qui se déroule. Le moment de l'élection peut en effet avoir été « coloré » par des conjonctures locales et sans effet à long terme. Par ailleurs, les dynamiques en cours rendent de nombreux partis difficilement classables. Ainsi, en Allemagne, SPD et CDU se sont rapprochés depuis longtemps d'une démarche progressiste, mais il est sans doute trop tôt pour affirmer que c'est celle-ci qui donne le ton dans leur orientation générale. Ces partis se trouvent, de fait, engagés dans une spirale électorale négative qu'ils ne semblent pas encore en mesure d'inverser.

En outre, plusieurs enjeux peuvent coexister et se combiner au même moment. C'est classique dans les élections européennes, pour lesquelles les choix des électeurs sont souvent saturés par

les sujets nationaux. Plus généralement, les attitudes vis-à-vis de l'Europe sont prédéterminées par le cadre national : alors que les scènes politiques du Benelux sont fondamentalement orientées vers une fédération européenne, on trouve peu de fédéralistes au Danemark et en Suède, qui ont dès le début montré des réticences à jouer pleinement le jeu de l'Union européenne, comme en témoigne les multiples « droits de retrait » (*opt-outs*) obtenus par le Danemark ou le refus des deux pays d'adopter l'euro.

Cependant, l'émergence progressive des enjeux européens comme marqueur intérieur soit radical (comme au Royaume-Uni où le Brexit est le principal enjeu de politique intérieure depuis au moins cinq ans), soit de plus en plus direct (comme en France où l'attitude face à l'Europe est homologuée aux grands clivages politiques internes), soit indirect mais tout aussi puissant, en Pologne, Hongrie, Tchéquie, Slovaquie, Roumanie ou Bulgarie. Dans ces pays, choisir de renforcer l'Union européenne, c'est, chaque citoyen le comprend sans avoir besoin de longues explications, choisir la république démocratique contre le despotisme ou la corruption et les Lumières contre le communautarisme conservateur. Il en résulte une mobilisation entre « camps » qui fait, par exemple, de la Pologne un champ de bataille très lisible entre progressistes-fédéralistes et nationalistes-europhobes dont la clarté a aussi à voir avec la présence de l'Europe dans les débats nationaux.

On se trouve donc dans une combinaison plus complexe qu'auparavant car la relation n'est plus un arrière-plan stable ou un écran passif qui se contente de réfracter les vies politiques nationales. Elle est devenue une composante d'une scène politique multiscale dans laquelle les villes et régions jouent aussi leur rôle.

Territoires et réseaux de la société européenne

« Un nouvel espace légitime » : c'est le titre d'un article que j'avais publié dans *Libération* en analysant la géographie du référendum français de 1992, sur le traité de Maastricht. C'est aussi le titre d'un chapitre de *l'Atlas politique de la France*. Cette fois, les choses prennent une force supérieure : c'est à l'intégration multiscale et multimétrique des espaces politiques européens que nous assistons. Ce que montrent les cartes, c'est une correspondance nette entre les projets de société et les projets européens. Cette correspondance, ce sont d'abord les partis, les trois cents partis qui ont recueilli, en toute liberté, les voix des citoyens européens qui l'ont construite. Les « populistes de droite » sont à la fois nationalistes et europhobes, les « populistes de gauche » contestent la construction européenne car, disent-ils, elle affaiblit les politiques redistributrices des États nationaux. On retrouve, mais avec davantage d'écart, une certaine adéquation entre les partis de gouvernement issus de la droite ou de la gauche et l'approche confédérale, celle qui

domine jusqu'à présent dans la construction européenne, tandis que les porteurs d'un projet progressiste y incluent plus souvent que les autres un horizon fédéral pour l'Europe. On voit l'esquisse d'une mise en cohérence, pas encore complète, mais bien plus forte que lors des élections précédentes, beaucoup plus dépendantes d'enjeux nationaux.

Ce que montrent aussi ces cartes, c'est que l'espace européen ne tient pas sa cohérence émergente de l'addition de territoires nationaux. On observe aussi des découpages infranationaux ou transnationaux, et ce sont ces différentes couches qui font la géographie politique de l'Europe d'aujourd'hui. On peut identifier trois logiques particulièrement visibles dans le paysage politique européen.

La force des gradients d'urbanité

Ce que montrent les cartes, en particulier les cartogrammes qui donnent toute leur place aux habitants, c'est le rôle essentiel du phénomène urbain. La construction européenne représente la recherche d'un nouvel équilibre entre les réseaux qui avaient fabriqué l'Europe de la fin de l'Empire romain à la Révolution française et les territoires que les États avaient taillés à leur mesure et asservis à leur projet aux XIX^e et XX^e siècles. La conclusion paroxystique de la domination des États a relancé le projet d'une auto-organisation de l'espace européen, fort de ses villes et des liens qui les unissent. On n'est pas complètement surpris de voir, même sur ces cartes à la maille insuffisamment fine pour leur donner toute leur place, les grandes agglomérations émettre leur musique propre. Cependant, ce n'est pas par la seule mémoire de la Hanse, des réseaux d'abbayes ou des universités médiévales ou des villes de foire que fonctionne cette couche spatiale. C'est d'abord parce que les grandes villes sont habitées par des sociétés locales assez nettement différentes de celles des territoires qui les entourent. Davantage de capital culturel, d'économie créative, de cosmopolitisme, de mondialité. Ce sont des lieux puissants par leur productivité mais le plus souvent ouverts sur toutes sortes d'altérités, tout particulièrement dans leurs zones centrales. C'est le point fort du couple progressisme-fédéralisme. Il constitue un réseau urbain, largement indépendant des tonalités nationales, une trame de base de la société européenne au sein de laquelle les ressemblances sont plus fortes que dans le « tissu conjonctif », où persistent ou prospèrent des différences multiples. Autrement dit, l'espace de l'urbanité européenne est dissymétrique : d'un côté, un ensemble très cohérent constitué par les métropoles et tout particulièrement leurs quartiers centraux ; de l'autre, une mosaïque de campagnes encore dominées par l'agriculture dans l'est de la Pologne et dans les Balkans, marquées par une industrie désormais déclinante dans de nombreuses régions et surtout périurbaines à l'Ouest. C'est différent de ce qu'on peut observer aux États-Unis, où la nappe de la Suburbia est relativement homogène dans un très vaste ensemble – qui exclut cependant la Rust Belt et le Deep South.

Des cultures politiques de longue durée

Certaines régions manifestent des attitudes fortes qui renvoient à une géographie de longue durée. C'est clairement le cas des *neue Länder* de l'ex-République démocratique allemande qui, parfois, à l'exception de Berlin, se détachent sur les cartes, tant à propos des projets de société que la relation à l'Europe. Cela signifie que les sociétés locales et régionales sont encore porteuses de messages spécifiques, trente ans après la chute du Mur. Ce message ressemble à celui que portait le projet communiste : l'échelon unique d'un État fort et protecteur se protégeant de ses voisins et des influences extérieures. Plus étonnant encore, la Pologne continue à montrer sa division est-ouest. De même l'Angleterre ouvrière, qui constituait depuis deux siècles une contre-société avec ses logiques communautaires massives, n'a pas disparu avec les mutations économiques et politiques. Elle s'est jusqu'à un certain point réinventée comme bastion d'un étatisme nostalgique et force de frappe du Brexit. Plus généralement, les anciens bassins d'industries lourdes des Midlands à Katowice, en passant par le Nord et du Pas-de-Calais, le sillon wallon, la Ruhr, l'Ouest de la Bohême et Ostrava coïncident avec une défense compacte de l'État-providence redistributeur, soit à travers la résistance des courants socialistes ou communistes, soit sur le versant étatiste des nationalismes. Dans le même sens, l'Alentejo, place forte du communisme rural, tient encore face aux transformations pourtant spectaculaires qui ont marqué la société portugaise depuis 1974.

L'« Europe des régions » et ses ennemis

Quand on crée un nouvel échelon politique, ceux qui existent déjà doivent se déterminer par rapport au nouveau venu. Une logique simple tend à s'imposer, qu'on peut résumer par la formule 1-3-4/2. Les niveaux 4 (local) et 3 (régional), qui avaient été dominés, parfois durement, par le niveau national (2), voient l'apparition d'un niveau 1 (continental) comme une bonne nouvelle car il les libère d'un tête-à-tête étouffant. Les villes et les régions en quête d'autonomie des États centralisés aiment l'Europe.

« Hongrois » de Slovaquie et de Roumanie, « Suédois » de Finlande, « Turcs » de Bulgarie, Bretons et Alsaciens et même, si l'on exclut le rôle perturbateur de la géopolitique russe, russophones d'Estonie ou de Lituanie sont des fédéralistes « naturels » à tous les niveaux, et notamment européen, car l'Union européenne tend, par son existence, à desserrer l'étau de leur État national. En Espagne, c'est logiquement le cas des Catalans et des Basques, mais là, ce sont les partis traditionnels, le PP rejoint par Ciudadanos et, dans une moindre mesure, PSOE qui par leur crispation nationaliste bloquent l'évolution de l'Espagne vers le fédéralisme, poussent les régionalistes vers l'indépendantisme et par contagion sont soit hostiles soit réticents à une

évolution fédérale de l'Union européenne. Plus généralement, les postures nationalistes très marqués, outre l'Angleterre, en Tchéquie, en Slovaquie, en Croatie, en Bulgarie et en Roumanie créent des poches de résistance nationale en Europe de la même manière que ce que Stein Rokkan appelait la relation « centre-périphérie », c'est-à-dire la persistance de pôles géopolitiques régionaux résistant à l'intégration nationale. Ce qui s'est passé à l'époque de la construction des États-nations se retrouve et les dynamiques récentes laissent penser qu'un scénario comparable pourrait s'y dérouler : des identités fortes demeurent, mais pour peu qu'on laisse prospérer leur autonomie dans un cadre fédéral ou assimilé, elles ne revendiquent plus l'indépendance. Ce que montre la dernière décennie, avec ses trois crises majeures (*Subprimes* en 2008, migrants en 2015, Brexit en 2016), c'est que, au bout du compte, c'est davantage d'Union européenne que demandent les citoyens européens. Il ne faut donc pas s'attendre à de forts mouvements sécessionnistes mais plutôt à une inclusion de nationalismes résiduels tumultueux dans le rythme de croisière de la vie politique européenne.

Européennes 2019 : le territoire d'une société politique

Par **Sylvain Kahn**, historien et géographe, professeur à Centre d'histoire de Sciences Po (CHSP), membre du rhizome de recherche Chôros

Un vote européen polarisé qui donne une prime à la clarté

On observe manifestement dans toute l'Europe une polarisation du vote. C'est-à-dire que l'augmentation de la participation a surtout profité aux partis politiques qui ont une vision extrêmement claire de ce qu'ils attendent de l'Europe. Il y a, d'une part, les nationalistes, eurocontestataires ou europhobes. Et puis, d'autre part, se trouvent les partis et mouvements politiques qui pensent que les défis qui se posent aux Européens peuvent se résoudre démocratiquement à l'échelle européenne. Dans cette famille, on trouve plutôt les partis dont le projet de société est pleinement et en première instance orienté par l'enjeu écologique et ceux, souvent fondamentalement libéraux et démocrates, tournés vers l'émancipation de l'individu, que nous appelons ici progressistes. Écologistes et progressistes sont le plus souvent pro-européens sans réserve (« Europe fédérale »).

Les uns comme les autres sont extrêmement clairs sur ce qu'ils attendent de l'Europe. Les nationalistes, classiquement souverainistes, ont désormais, dans les années 2010, sensiblement augmenté leurs scores et intégré le niveau européen comme étant une ressource au service de leur projet politique. Ces familles politiques que tout oppose ont un caractère en commun : sur leur

doctrine européenne, elles sont très cohérentes. Il n'y a pas de division ni de tensions internes. L'éviction de Florian Philippot du Front national et le score insignifiant de sa liste, Les Patriotes, en sont une illustration.

A contrario, dans les droites et les gauches héritées du XX^e siècle, celles dont les partis ont été « de gouvernement » et ont construit l'Europe politique – famille des démocrates-chrétiens et des conservateurs d'une part, grande famille des socialistes et sociaux-démocrates d'autre part –, on trouve des pro-européens et des bien moins européens, voire des courants souverainistes. C'est tout le contraire à droite et au Parti populaire européen (PPE) qui, à l'image des Républicains (LR), de Forza Italia, des Tories britanniques, du tandem CDU-CSU..., sont depuis quarante ans tiraillés entre « européistes » et « souverainistes », entre partisans de plus ou moins d'Europe supranationale : ils n'attirent plus les électeurs. La tendance est à la cohérence idéologique sur l'Europe.

Ces incohérences expliquent que ces grandes familles s'effritent, de façon parfois spectaculaire, et que les jeunes votants (18-34 ans) s'éloignent d'elles. L'affaïssement de la droite démocrate chrétienne et conservatrice et de la gauche socialiste et sociale-démocrate sanctionne leur absence de clarté sur la politique européenne.

Celle-ci ne les avait pas desservies au XX^e siècle. Dans les décennies précédentes, on avait en effet des lignes de clivage avec des partis que l'on appelait « pro-européens » ou « européistes » et d'autres qu'on appelait « anti-européens ». Dans cette configuration, les deux grandes familles en voie d'affaïssement étaient positionnées comme « européistes ». Quelles que fussent leurs ambiguïtés, elles disaient : « Il faut faire avancer l'Europe parce que c'est une valeur. Il faut faire avancer l'Europe car on y croit, qu'elle conforte nos acquis et notre communauté nationale, et qu'elle nous prémunit contre la guerre à laquelle mènent les nationalismes. » C'était l'histoire du *European rescue of the Nation-state*, titre du livre de Alan S. Milward, des objectifs et des intérêts réputés nationaux atteints et consolidés par l'Europe. *A contrario*, il y avait des partis sceptiques et phobiques qui disaient : « Mais non, ce n'est pas à l'échelle de l'Europe que cela se joue, c'est à l'échelle de la nation, et il faut défendre celle-ci contre l'Europe, car l'Europe détruit la nation ».

Europe urbanisée *versus* Europe organisée

Maintenant, les nationalistes veulent utiliser l'Europe de l'intérieur pour s'allier entre eux et se défendre ensemble contre des personnes venues d'ailleurs, contre le libéralisme politique et contre

l'État de droit. Au nom d'une vision ethno-confessionnelle et culturaliste du monde, l'Europe politique devient la communauté qui va défendre chacune des nations européennes des agents pouvant la corrompre, tant de l'extérieur que de l'intérieur.

Cette évolution du nationalisme peut être nommée « orbanisation ». Elle brouille les cartes, car ce nationalisme du XXI^e siècle se diffuse au-delà de l'extrême droite dans toutes les familles politiques. En 2019, on constate le recul relatif des nationalistes dans une aire qui en est pourtant un foyer très précocement actif depuis le tout début des années 2000. C'est un espace qui tient à la fois des pays baltiques et des marches sociaux-démocrates et neutres (Danemark, Suède, Finlande, Estonie, Lettonie, Autriche). Ce recul correspond au fait que droite, gauche et Étatistes ont repris à leur compte la xénophobie et l'islamophobie des nationalistes, tout en continuant de privilégier l'Europe confédérale sur l'europhobie. La même évolution est visible en République tchèque et en Slovaquie.

Significativement, le Parti populaire européen (PPE) ne se résout pas à exclure Viktor Orban – celui-ci aime à expliquer que son parti Fidesz est au Parti populaire européen (PPE) ce que la CSU, parti démocrate chrétien ultraconservateur, est à la CSU. De fait, le résultat des élections renforce Viktor Orban : avec plus de 50% des voix dans son pays, le poids relatif de son parti Fidesz au sein du Parti populaire européen (PPE) a augmenté. Viktor Orban demeure donc idéalement placé pour continuer à être dans le Parti populaire européen (PPE) affaibli la tête de pont des nouveaux groupes nationalistes européens.

Depuis son retour au pouvoir en 2010, Viktor Orban, largement vainqueur des élections législatives de 2014 et 2018, propose une innovation doctrinale importante qui consiste à inscrire le nationalisme à l'échelle européenne. Il affirme à la fois l'importance de la nation hongroise et la nécessité pour les nations européennes de faire bloc contre ce qui pourrait menacer les valeurs qu'elles partagent selon lui, dans une construction en écho à la thèse du « choc des civilisations » développée par le politologue américain Samuel Huntington. Il défend ainsi la lutte contre l'islamisation de l'Europe, notamment à travers le refus des flux migratoires venus du monde arabo-musulman. Au nom de la détestation des élites qui trahiraient le peuple, il relativise l'importance du libéralisme politique et de l'État de droit, que ses politiques publiques érodent.

Viktor Orban a donc sorti le nationalisme et le communautarisme de la simple opposition entre « pro » et « anti » européens : il se réclame lui aussi de l'Europe, pour y porter un projet bien différent de sa tradition humaniste et émancipatrice. Marine Le Pen en France et Matteo Salvini, chef de la Ligue en Italie, ont fait leur cette doctrine au sein de leur eurogroupe parlementaire Europe des nations et des libertés (ENL). Cet eurogroupe parlementaire va changer de nom en multipliant par

deux son nombre d'eurodéputés. Par son europhobie et son nationalisme, il reste très proche non seulement du Fidesz de Viktor Orbán, mais de l'eurogroupe parlementaire des conservateurs et réformistes européens, dans lequel on trouve notamment le PiS polonais et le Brexit party. Les dirigeants du PiS, qui a fait plus de 40% des voix, ne cachent pas combien Viktor Orbán est pour eux une source d'inspiration.

L'Europe urbanisée est aux antipodes de l'Europe urbanisée. Urbanisée s'entend ici comme « l'habiter » qui a produit cette qualité qu'on appelle l'urbanité. Les nationalistes, en effet, ne prisent guère la mixité et le cosmopolitisme qui caractérise la très grande ville, qui est comme un art de faire croître, embellir et pousser chaque individualité, son développement personnel, en lui permettant de se fondre, quotidiennement et avec respect dans la foule et la promiscuité d'espaces publics en tous genres. De fait, les grandes métropoles sous-représentent les nationalistes – Londres, Paris, Budapest et Helsinki en témoignent tout particulièrement, même si celles de l'Italie du Nord et de la France du Sud-Est font exception.

Un nouveau pays : l'Europe

Cette élection met fin, de fait, au duopole entre la gauche et la droite de « gouvernement ». Les politiques publiques décidées au sein du nouveau Parlement européen seront non seulement des enjeux à l'échelle continentale mais aussi des enjeux à l'échelle de l'Europe comme société : à géométrie variable, avec des lignes de clivage mouvantes selon les problèmes à résoudre et les registres d'action. Les nationalistes, tout en maintenant leur critique populiste de « Bruxelles », ont adapté leur offre politique à la demande de leurs électeurs qui ne veulent plus sortir de l'Union européenne et qui tiennent à Erasmus, à l'euro, à la Politique agricole commune (PAC), à Schengen, au corps des garde-frontières... En démontrant à quel point les Européens sont interdépendants les uns des autres, le Brexit a contribué à structurer cette demande.

L'europhobie se caractérise aujourd'hui par sa méfiance voire sa détestation des valeurs au nom desquelles a été promue la construction européenne, y compris la supranationalité comme méthode de gouvernement. Mais, Royaume-Uni excepté, elle ne se caractérise plus par le projet de sortir de l'Union européenne ou de l'euro. Les deux horizons européens « europhobie » et « Europe fédérale » figurent maintenant deux projets opposés d'unité européenne et d'utilisation des institutions et des politiques publiques de l'Union européenne.

On voit que cette opposition n'est soluble ni dans une lecture Est/Ouest, ni dans une lecture centre/périphérie prenant les pays pour variables. L'Espagne, le Portugal, l'Irlande, la Roumanie et la Slovaquie, considérés à l'échelle de l'Union européenne comme des périphéries en voie

d'intégration, sur-représentent les partis de l'horizon « Europe fédérale » ; a contrario, le Danemark, le Royaume-Uni (notamment l'Angleterre) et l'Italie du Nord, éléments du centre de l'espace européen, sur-représentent les partis de l'horizon « europhobie ».

Cette infiltration par le nationalisme, qui va de pair avec son acculturation à l'Europe, touche toutes les familles politiques et tous les pays, sauf trois : l'Irlande, le Portugal et le Luxembourg. On le sait depuis longtemps pour la droite, puisqu'au Parti populaire européen (PPE) on trouve notamment Viktor Orban, donc, mais aussi Silvio Berlusconi, qui est l'allié de la Ligue d'Umberto Bossi puis de Matteo Salvini depuis un quart de siècle, et Sebastian Kurz, chancelier autrichien et dirigeant de l'ÖVP, allié des nationalistes du FPÖ qui siègent au sein de l'Europe des nations et des libertés (ENL) à Strasbourg.

La gauche, qui se regroupe en grande partie dans l'eurogroupe parlementaire Socialistes et démocrates (S&D), doit faire avec le nationalisme de ses composantes suédoise, slovaque, roumaine et bulgare. Les progressistes, qui se regroupent le plus souvent dans l'ALDE, devenu Renew Europe, doivent faire avec le nationalisme de leur composante tchèque ANO du Premier ministre Andrej Babis, au pouvoir depuis 2017, et avec le fait que leur composante espagnole, Ciudadanos, s'allie avec les nationalistes espagnols de Vox en Andalousie et à Madrid.

Tous ces cas témoignent de deux évolutions apparemment contradictoires : la formation d'une société politique européenne structurée d'un côté, et le caractère artificiel ou inadapté des eurogroupes parlementaires de l'autre. Il y a en même temps des grandes tendances à l'échelle de l'Europe, qu'incarnent les regroupements parlementaires au niveau européen des partis. Le nouveau Parlement européen, élu au scrutin proportionnel, représente les grandes lignes politiques de la société européenne dans sa diversité et dans ses convergences. Cette vie politique est elle-même l'émanation d'une société européenne bien vivante, que les rentes et les corporatismes politiques cristallisés dans l'après-guerre masquaient. En même temps, le fait que les partis au sein de ces grandes familles sont parfois très éloignés entre eux, comme le fait que certains partis nationalistes parviennent à être intégrés dans des eurogroupes qui ne le sont pas rend cette représentation insatisfaisante, voire incohérente.

Les élections européennes dévoilent une société fédérale

La contradiction peut s'expliquer comme suit : il y a des éloignements parfois importants entre des partis qui se regroupent dans des mêmes familles politiques car ces partis obéissent à des spécificités locales, le local étant ici du national. Le détour par les États-Unis, le Brésil ou l'Inde contribue à la compréhension de ce fait : ce sont des démocraties fédérales avec des États

fédérés aux vies politiques singulières, et parfois aux langues différentes. Cela n'empêche pas, au contraire, l'existence de partis nationaux à l'échelle fédérale, quand bien même il y a des différences très marquées entre, par exemple, aux États-Unis, les démocrates des États du Sud et ceux des États de l'Ouest.

Aujourd'hui, le niveau européen est suffisamment structurant et efficace pour que tous les partis politiques de tous les pays de l'Union européenne estiment utile et pertinent d'être parties prenantes d'une société politique européenne, dont la scène et l'institution la plus centrale est le Parlement européen. Celui-ci réduit 255 partis représentatifs à 8 groupes fonctionnels et efficaces. Contrairement à un commentaire intuitif mais inexact, le Parlement européen est tout sauf une tour de Babel ; il n'est pas fragmenté. Le regroupement en sept ou huit eurogroupes peut toutefois sembler artificiel ou bricolé, on l'a vu. C'est qu'il permet de se passer, et même de s'affranchir, des regroupements par nationalité. Disons qu'ils ont le mérite d'exister, d'offrir un cadre institutionnel avec ses ressources, son inertie, et ses corporatismes pour, fait remarquable et unique dans l'espace mondial, faire vivre un parlement transnational.

On n'a pas encore complètement inventé d'autres types de regroupements, car, alors que le Parlement européen en tant qu'organe s'en affranchit, les acteurs de la vie politique qui le composent sont encore très structurés par les vies politiques nationales, c'est-à-dire par ce niveau qui est en train de devenir un niveau local à l'échelle de l'Europe et du monde.

Ces rugosités et ces héritages sont considérablement fluidifiés par l'importance des coalitions à géométrie variables comme des majorités de projets et d'idées qui caractérisent la vie parlementaire européenne. L'absence de clivage clair entre gauche et droite au Parlement européen n'est donc pas le signe de mollesse ou de compromission ou d'une culture du compromis poussée à un point tel qu'elle tomberait dans le consensus mou. Elle est plutôt la manifestation que la société politique européenne prend en charge des problèmes qui se posent à tous les pays européens et dont le pays européen est l'échelle pertinente. À chacun de ces niveaux peut correspondre des vies politiques et des politiques spécifiques, et qui sont nécessairement très imbriquées les unes avec les autres.

Les partis politiques ne peuvent encore à Strasbourg créer de nouveaux partis qui correspondraient aux grandes évolutions politiques de la société européenne, car, du coup, ils seraient en porte-à-faux sur leurs scènes nationales. Mais ils portent ces évolutions par les majorités d'idées et de projets très plastiques qui se forment quand ils délibèrent sur les politiques publiques qui sont de niveau et d'échelle européens ; et ils le feront encore plus dans la nouvelle législature puisque gauche et droite ne font plus à eux deux seuls 50% des sièges, et qu'il faudra

que trois à quatre groupes s'entendent pour qu'une loi soit votée.

Cette perte d'attraction des familles traditionnelles, dite de « gouvernement » (gauche, droite), historiquement favorables à un soutien à l'Europe *via* un processus de synthèse des courants ou de compromis barycentrique, et la prime aux familles politiques très cohérentes sur l'Europe – les unes promouvant une Europe comme laboratoire d'un monde habitable : Europe fédérale, écologie, progressistes, les autres promouvant une Europe coupée du monde et conservatoire d'un âge d'or mythique : nationalistes, europhobes –, rendent donc les eurogroupes parlementaires hérités des grands partis du XX^e siècle moins nécessaires. Mais leur disparition au profit d'autres types de regroupements dans la vie politique et parlementaire européenne va prendre du temps.

Il y a donc à l'œuvre une parlementarisation de la société européenne qui joue à plein. Ce Parlement est ce qu'ont en commun tous les mouvements politiques d'Europe. Ils jouent le jeu du parlement transnational pour peser sur la définition des politiques publiques, selon la démarche apprise dans la culture politique et institutionnelle de leurs pays variés et respectifs, qui sont tous des régimes représentatifs fondés sur la délibération.

La laïcisation du territoire

Depuis les débats autour du traité constitutionnel européen qui ont eu lieu dans tous les pays européens entre 2002 et 2005, et depuis que les Européens ont dû faire face à la crise financière et budgétaire comme à d'importants défis géopolitiques et économiques mondiaux, on observe une convergence ou un rapprochement de plus en plus fort entre les débats nationaux (le niveau national de débat) et le niveau européen. C'est pour cela qu'il convient de parler de pays européen, de société européenne et de vote européen. De plus en plus, les deux s'imbriquent : pays européens (au pluriel) et pays européen.

Si l'on veut résoudre les questions, par exemple, de la santé des agriculteurs et de l'alimentation des habitants, cela ne peut pas être qu'un débat français ou estonien ou irlandais. C'est en même temps un débat irlandais, français et estonien, et en même temps un débat européen. On peut le dire également pour la gouvernance de la zone euro, donc indirectement pour la question du pouvoir d'achat ; pour le maintien d'un horizon démocratique à l'échelle mondiale ; pour la place des Européens dans la mondialisation et la compétition entre la Chine et les États-Unis, etc. Les nationalistes hongrois, polonais ou autrichiens, voire italiens, sont des phénomènes micro-locaux, comparés aux nationalistes indiens ou américains, voire brésiliens et sans doute chinois. Sous cet angle, on accorde beaucoup trop d'importance, ici même, à Viktor Orbán. Mais la valeur d'exemple et la valeur tout court de l'Europe dans le monde se dévaluerait si l'Union européenne se

recroquevillait sur un nombre décroissant de pays démocratiques, ou si elle tolérait en son sein l'illibéralisme et le nationalisme comme des options parmi d'autres et des choix relevant de la souveraineté nationale des peuples concernés. Au contraire, ce que montrent nos cartes, c'est que les débats d'orientations politiques et d'horizons européens structurent un territoire européen ; ils « traversent » le pays européen et chacun des pays européens fédérés.

Comme les Britanniques, et plus encore les Irlandais, en prennent en ce moment conscience avec difficulté, les choix des Européens sont interdépendants de ce qui se passe ailleurs en Europe. D'ores et déjà, depuis 1950 avec la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), et 1957 avec la Communauté économique européenne (CEE), et de plus en plus, chaque pays est co-responsable des politiques publiques qui produisent non seulement son territoire mais celui des autres pays membres de l'Europe. Réciproquement, les autres pays membres sont co-responsables du territoire de chaque pays membre. Il est donc logique que ce qui se passe en Silésie concerne un électeur espagnol autant que ce qui se passe dans la Manche, et que les partis européens se regroupent dans un parlement transnational pour prendre des décisions supranationales.

La construction européenne n'est donc plus une option, mais la réalité sociale de chacun. L'Union européenne est un territoire au sens de l'espace politique de ses habitants, on l'a vu ; elle est aussi un territoire au sens que donne Bruno Latour à ce mot, c'est-à-dire un espace d'existence et de fabrication des conditions d'existence de l'individu. Ce qu'Olivier Lazzarotti appelle « l'habiter ». Faute d'avoir décrit avec minutie et humilité, à l'issue d'un processus délibératif collectif, leurs conditions d'existence, les Britanniques, dans leur diversité et leurs désaccords légitimes, ont oublié de réaliser que l'Europe était leur territoire. Elle l'est à un point tel que l'Union européenne est l'une des seules (peut-être la seule ?) entité fédérale de l'histoire mondiale qui permette qu'on la quitte démocratiquement et pacifiquement. En conséquence, et comme une synecdoque du tableau européen, certaines parties du territoire britannique envisagent de faire sécession au motif de pouvoir rester dans l'Europe. Non seulement l'Écosse, où le SNP et la famille de l'horizon « Europe fédérale » confirment leur importance et leur prééminence, mais aussi le Grand Londres, où la plaisanterie qu'il devienne indépendant pour rester dans l'Europe l'est à demi.

Dans la société politique européenne, le territoire national est devenu un territoire parmi d'autres – qu'on l'entende comme une ressource institutionnelle ou comme l'espace du politique et produit par le politique. Le territoire national a été désacralisé. Cette laïcisation du territoire national s'observe également dans le fait que plusieurs États-nations qui font partie de l'Union européenne se sont fédéralisés : Espagne, Belgique, Royaume-Uni, Italie (à un degré moindre). Cette évolution est remarquable, quand on veut bien se souvenir de la banalité et du succès, entre 1910 et 1945, de

la représentation nationaliste d'un territoire national sacré, ceint de frontières réputées inviolables et pour lequel sacrifier sa vie était une évidence. Cette évolution rend toutefois plus complexe et plus nuancé les détails du tableau d'ensemble de l'Europe. On peut, comme Proust avec la ville de Delft peinte par Johannes Vermeer, choisir de regarder l'ensemble du tableau ou le petit pan de mur jaune qui fascine Bergotte, et en tirer des conclusions différentes. Dans certains pays, les régionalistes sont des nationalistes (Belgique, Estonie) ; dans d'autres, ils sont partagés entre nationalistes et progressistes (Catalogne, Écosse). Tous partisans de la construction européenne, certains sont xénophobes et « Europe confédérale », d'autres fédéralistes. Les nationalistes flamands belges se répartissent eux-mêmes dans deux eurogroupes parlementaires (CRE de Jaroslaw Kaczynski et l'ex-Europe des nations et des libertés (ENL) devenu Identité et Démocratie (ID) de Marine Le Pen et Matteo Salvini), les régionalistes catalans se répartissent plutôt entre Étatistes eurocontestataires (GUE/NGL pour l'essentiel) et Verts et régionalistes (ALE). Les trois élus écossais du SNP siègent au sein de cet eurogroupe qui allie les Verts et les régionalistes (Groupe des Verts/Alliance libre européenne), tout comme l'élu Sinn Fein d'Irlande du Nord.

Ainsi la croissance et l'insertion des orientations « nationalistes » et « régionalistes » dans la société politique européenne est le signe tangible que les États-nations deviennent des entités géographiques fédérées, des pays fédérés, au sein d'un pays fédéral qui s'appelle l'Europe.

Le clavier d'orgue européen

Dès lors, dans la géographie électorale des européennes 2019, on peut en même temps repérer des caractéristiques nationales et repérer des grandes orientations politiques transnationales. Les caractéristiques nationales font écho à l'existence de fondements nationaux de la construction européenne – historiquement, chaque pays membre a ses raisons propres de bâtir l'Europe politique. Les grandes orientations politiques transnationales, quant à elles, comme on peut le voir sur nos cartes, font écho au caractère supranational de la construction européenne : la sur-représentation du vote progressiste, du vote écologiste et du vote « Europe fédérale » dans les centres-villes des villes centres des métropoles en est le témoignage le plus saisissant.

Ces propositions d'interprétations sont fondées sur l'analyse de l'offre politique et sur une élection qui reste caractérisée par un taux d'abstention élevé. Comme le dit Luc Rouban à propos de l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, il serait téméraire d'affirmer avec certitude sans les avoir interrogés que les électeurs se reconnaissent sans nuance aucune dans les discours et les programmes des partis pour lesquels ils ont voté. Il n'en reste pas moins que ces élections européennes témoignent d'évolutions très importantes.

Ce que dévoilent les élections européennes de 2019, c'est que les nations européennes sont entrées depuis une trentaine d'années dans un processus de fédéralisation. La fédéralisation géographique désigne la capacité à faire société en même temps à différentes échelles, à différents niveaux particuliers qui ne s'excluent pas mais s'articulent et sont interdépendants. Le décalage entre les grandes orientations que dessine le vote européen de 2019 et des eurogroupes parlementaires dont les cadres idéologiques nationaux historiques sont pour partie inadaptés à ces grandes orientations est en fait le signe d'une évolution importante : la fédéralisation géographique de l'Europe en tant que pays. Chaque société nationale, chaque pays, est devenue une entité fédérée du pays des Européens. L'ère stato-nationale passée de l'Europe (1789-1945 en tendance, 1914-1950 en espace) peut s'imaginer comme une salle de claviers de pianos. Entrée dans une aire fédérale (depuis 1950 en tendance, depuis 2004 en espace), l'Europe contemporaine est à l'image d'un clavier d'orgue.

Un projet européen de vivre-ensemble

Par **Ana Póvoas**, chercheuse en sciences sociales, membre du rhizome de recherche Chôros

Détecter l'intentionnalité citoyenne derrière le vote des Européens est, sûrement, un exercice imparfait, que le langage soit cartographique ou autre. L'arbitrage auxquelles ont dû faire face nos concitoyens était d'une grande complexité face à la masse de programmes électoraux à saisir, notamment issus de la nouvelle offre partisane, les nuances d'orientations des partis au sein d'une même alliance parlementaire (en fonction des pays ou des communautés linguistiques), ou encore l'ambiguïté des campagnes entre la scène politique nationale et européenne... Les quizz promettant de révéler « votre affiliation politique » qui sont parus dans plusieurs médias nationaux attestent cette complexité, avérée aussi par des personnes qui, interrogées sur leur abstention, exprimaient ne rien comprendre.

Pourtant, un message clair émerge de la lecture comparée de ces quelques cartes : celui de la diversité qui caractérise le spectre politique endossé par les Européens. Ce constat, certes grossier, permet de mettre en évidence le grand écart qui éloigne cette dissonance de projets politiques européens manifeste dans le marché des élections européennes des outils génériques de construction concrète du projet européen, elle-même étirée entre l'exécutif Bruxellois et les acteurs des « territoires ». Pour illustrer, pensons au monde des financements Fonds européen de développement régional (FEDER), remplis de mots-valises dont la richesse ou la carence de sens dépendent de leur terrain d'« atterrissage ». Cet écart montre bien l'urgence de combiner représentation avec d'autres modalités démocratiques et il est aussi audible sur le plateau de

débat entre les candidats à la présidence de la Commission européenne (voir par exemple, le débat de Maastricht du 29 avril 2019) : la gauche radicale évoque les valeurs avec une faible mobilisation de données sur les moyens de leur concrétisation²; les verts et les socialistes trouvent un bon équilibre entre valeurs et descriptions avec un certain vague sur les notions clés telles que «bons emplois verts et sociaux²»²; l'ALDE avance un niveau de concrétisation très poussée assumant l'adhésion des citoyens à des solutions très spécifiques comme la *green-meat*²; les conservateurs ancrent le discours dans la description de la spécificité de leur pays et traitent indistinctement les valeurs des enjeux nationaux (salaire minimum) et civilisationnels (anthropocène). Co-construire de manière fine et intelligible le projet européen du vivre-ensemble, à différentes échelles et par différents exercices démocratiques, afin de mieux relier les valeurs à visée universelle et leur traduction singulière dans chaque lieu, pourrait bien être la leçon à retirer de la discordance des voix qui parlent dans ces images.

Une Europe nationaliste « en berceau »

Par **Emmanuelle Henry**

La cartographie des votes nationalistes aux élections européennes de mai 2019 confirme la direction déjà existante de certains pays par des partis nationalistes, comme en Pologne, en Hongrie ou en Italie. À l'inverse, d'autres États notent un recul de la prééminence nationaliste, tels que l'Autriche ou la Bulgarie. En Europe occidentale, la France manifeste le développement de ces partis extrêmes, tendance déjà amorcée depuis les élections présidentielles de 2002. En revanche, alors que le Royaume-Uni était encore à l'abri des idéologies nationalistes au milieu des années 2010, ces élections de mai 2019 portent un regard controversé sur une Angleterre aux votes nationalistes, qui semblent surtout le fait des débats récents et houleux vécus par les Britanniques dans le cadre du Brexit. Tels des isolats, le Grand Paris et le Grand Londres semblent à l'abri de ces idéologies, peut-être portés par la dynamique métropolisante des deux villes géantes, bien arrimées à la mondialisation.

Au centre de l'Europe, l'Allemagne fait office d'enclave, à laquelle sont associés plus modestement les Pays-Bas et le Danemark, présentant un faible taux de votes nationalistes, malgré l'importance grandissante de ces idéologies ces dernières années dans certains de ces États.

Finalement, un cœur concentré sur l'Europe centrale, aux votes nationalistes faibles, est entouré d'une première auréole concentrique liant la Grande-Bretagne à la Pologne en passant par la France et son Rassemblement national, l'Italie de Matteo Salvini et la Hongrie de l'Alliance Jobbik. Ces derniers s'apparentent à des mouvements de contestation, aussi bien animés par le rejet de la

question migratoire (Italie) ou des parasitages américains – alimentant l’animosité anti-européenne (Brexit anglais) –, que par les interactions pro-américaines du bouclier antimissile, soutenu par des pays de l’Est comme la Pologne, face aux difficultés de l’Union européenne à créer une politique militaire commune. Cette auréole nationaliste entoure une Europe centrale moins « extrême », tel un berceau.

Plus à l’écart, une deuxième auréole embrasse les périphéries de l’Union européenne, souvent en dehors des débats sur la question migratoire (Irlande, Portugal, Roumanie). L’Espagne, tout comme le Portugal, constituent des pays pro-européens. Notons, pour finir, la fracture belge, entre une Flandre nationaliste et une Wallonie aux antipodes, illustrant là aussi une nouvelle opposition.

Chôros est un rhizome de recherche qui cherche à relever, par la connaissance, les grands défis intellectuels et pratiques du monde contemporain. C’est un réseau transdisciplinaire qui promeut une science impliquée, mettant au service des citoyens les démarches de la recherche scientifique. Chôros intervient tout particulièrement sur les enjeux d’espace et de temps dans les sociétés d’aujourd’hui.